

Kader Arif: l'affaire qui peut faire tomber François Hollande



Affaire. C'est l'affaire «Bygmalion» du chef de l'Etat. La société du frère de l'ancien secrétaire d'Etat Kader Arif a surfacturé des prestations pour la campagne de François Hollande, alors candidat à la primaire du Parti Socialiste. Une affaire qui vient entacher une fois de plus la crédibilité celui que les Français rejettent.

Kader Arif, l'homme trouble

Les révélations s'enchaînent et se ressemblent pour la société du frère de Kader Arif, contraint de quitter le gouvernement suite à des soupçons de favoritisme pour l'attribution de marchés publics.. Selon *Mediapart*, l'entreprise de communication d'Aissa Arif, qui a récemment travaillé pour le ministère de la Défense et la région socialiste Midi-Pyrénées, a également eu droit aux largesses de François Hollande en 2011 et 2012, alors candidat : l'actuel président aurait versé plus de 700 000 euros à AWF Music, l'entreprise du frère de Kader Arif.

La primaire PS, première étape des malversations de François Hollande

Entre juillet et octobre 2011, lors des primaires PS, une grosse dizaine de factures ont été réglées à AWF Music par... le microparti de François Hollande, «répondre à gauche». Le montant avoisine les 160 000 euros, selon *Mediapart*.

Toujours selon le site d'information, AWF Music a continué de travailler pour François Hollande en 2012, pour des montants allant jusqu'à 550 000 euros. Les prestations sont variées : organisation de meetings, connexions internet...

Rupture brutale de contrat, l'Elysée, dans l'embarras, ne fait aucun commentaire

Selon *Mediapart*, à un mois du premier tour en 2012, l'équipe de campagne de François Hollande décide de rompre ses contrats avec l'entreprise. Une rupture qui va coûter cher, en termes de *dédommagement* : environ 85 000 euros, non pas réglé par le candidat Hollande mais ... Par le Parti Socialiste. Cette somme n'a pas été intégrée aux comptes de campagne de François Hollande.

Une enquête judiciaire est toujours en cours. L'enquête se focalise également sur une société détenue par un autre membre de la famille de Kader Arif, dont aurait bénéficié la région socialiste de Toulouse. Coût des contrats ? Plus de deux millions d'euros. A suivre.